

**Discours et témoignage de Marcel Kabanda,
Président d'Ibuka France**

Madame Anne Pascaud, représentant Monsieur le Maire de Châlette-sur-Loing ; très chère Anne,

Madame Farah Loiseau et Monsieur Christophe Bouquet, représentant Monsieur Marc Gaudet, Président du Conseil départemental,

Monsieur Hongnon, représentant Monsieur Bruno Vaillant, Maire de Paucourt,

Madame Annaïg Lefeuvre, Directrice du CERCIL ; très chère Annaïg,

Madame Espérance Patureau, Présidente de la cellule locale d'Ibuka France du Montargois ; chère Espérance,

Mesdames et Messieurs les élu.es de Châlette-sur-Loing ; très chers ami.es,

Chers élu.es du Conseil municipal des enfants de Châlette-sur Loing,

Mesdames et Messieurs les représentants des associations,

Chers ami.es et membres d'Ibuka,

Chers rescapé.es,

C'est d'abord à vous que je voudrais m'adresser. La commémoration est un moment d'hommage aux victimes. C'est donc un moment qui vous est dédié. Nous pensons aux morts. Mais que serait notre pensée, comment pourrions-nous la concevoir, la formuler, sans votre témoignage ? Merci d'avoir survécu, merci pour le témoignage. Merci pour la leçon de courage que donne votre vie au quotidien.

Je viens à Châlette-sur-Loing chaque fois que j'en ai l'occasion. Et c'est toujours avec plaisir. Le plaisir de vous voir et de vous revoir. Vous êtes ce que j'appelle mes colibris, ces oiseaux qu'on trouve en Amérique du Sud et qui prétendent éteindre les incendies avec l'eau qu'ils puissent et transportent dans leur bec. Vous aussi vous savez faire peu avec les moyens limités dont vous disposez.

Juste parce que vous êtes généreux et fidèles à vos engagements : engagement à honorer la mémoire du génocide des Tutsi, engagement et fidélité à maintenir allumé dans la cité de Châlette le flambeau de l'accueil, de l'ouverture, du partage et de l'universel.

Je me joins à Espérance pour rendre hommage aux amis qui nous ont quittés cette année. Sœur Lumière, qui était avec nous l'année dernière à l'occasion de la 31^{ème} commémoration. La grande dame Hélène Mouchard-Zay. Une vie pleine d'engagement, un modèle de fidélité et d'ouverture. Je salue également la mémoire de Bernard Patureau. J'exprime ma sympathie à la famille qu'il a aimée, qui l'a aimé et sur laquelle il veille. Parce qu'il m'entend, je le supplie d'étendre sa vigilance et sa protection à la stèle dont il nous a laissé la garde en hommage aux victimes du génocide.

Une note plus joyeuse : je félicite Monsieur le Maire de sa réélection. Il est l'un des élus qui a eu le courage de nous accueillir lorsque, à notre égard, l'hostilité ou l'indifférence étaient encore la règle. Je lui souhaite un mandat fructueux au service de ceux qui l'ont élu ou de ceux qui avaient fait un autre choix.

Pour la 32^{ème} fois, nous sommes ici pour commémorer. Pourquoi commémorer ? J'ai entendu quelque chose que j'ai aimé : commémorer, c'est redonner aux morts la dignité que les assassins leur ont dénié. C'est leur donner la sépulture que les bourreaux leur avaient refusé. C'est réparer la grande blessure faite à l'humanité par le génocide. C'est un service qu'il faut constamment répéter car les assassins ont plusieurs manières de donner la mort : le meurtre d'abord, le déni ensuite. Aussi, même quand le bras du meurtrier a été désarmé, il peut poursuivre et vouloir achever le travail en disant que la victime n'a jamais existé, que l'on a gazé que des poux, qu'on a écrasé les cafards, que c'était la guerre, que l'on a tué pour se défendre, que les bourreaux sont les victimes et vice versa.

Ce renversement des rôles fait partie du processus génocidaire. Il meurtrit les descendants des rescapés du génocides des Arméniens, de la Shoah et, alors que nous ne sommes qu'à 32 ans des faits, il accable les rescapés du génocide des Tutsi. Les femmes et les hommes qui savent qu'ils ont été agressés alors qu'ils n'avaient rien fait, par des voisins avec lesquels ils avaient tout partagé, peuvent difficilement comprendre qu'on leur parle d'un affrontement « *de salauds contre des salauds* ». Il est plus facile d'arracher les armes aux meurtriers que d'éteindre la haine qui le fait agir.

La haine met plus de temps à germer, à s'enraciner dans la culture et le langage. Elle devient avec le temps quasi indétectable, inodore, banale. Il faut donc rappeler constamment les faits, les visages et l'histoire, car avec le temps, on oublie et on devient vulnérable à la banalisation, et aveugle à la répétition des crimes. Le 10 juin 1994, François Mitterrand affirmait à Oradour-sur-Glane qu'il fallait « *bâtir un monde où les Oradour ne seront plus possibles* », tout en sachant qu'au Rwanda, des Oradour se produisaient déjà par milliers.

Pour marcher, on commence par bien poser son pied. Demain dépend d'hier. Il n'y a d'après que s'il n'y a pas un avant affermi, renforcé. Comme si de la pression du pied qui ne bouge provenait une force qui permet à l'autre de se projeter en avant. C'est une expérience que vous pouvez faire. On ne soulève jamais les deux pieds en même temps et quand l'un se met en mouvement vers l'avant, l'autre s'appuie encore fortement sur le sol. Nous avons besoin de notre passé pour nous projeter vers l'avant. C'est dans la nature.

Le Rwanda a tenté de le faire mais ce progrès s'est transformé en cauchemar. Il y eut 1959-60, 1963-64 et 1973.

J'étais là.

Somme toute j'étais petit en 1960, mais l'ambiance était lourde, la pression était forte, la peur se lisait sur les visages des adultes, les insultes contre les Tutsi fusaient à longueur de journée sur les collines. Non, je n'ai pas appris que j'étais tutsi à l'école. Je l'ai su avant d'y aller. Je l'ai appris aux insinuations désagréables d'une voisine qui s'appelait Nyiragumiriza. Depuis chez elle, elle disait en pointant du doigt notre maison : « *Que font encore ces Tutsi chez-nous ? Quand iront-ils à Nyamata ?* ». Et ma mère qui n'arrêtait pas de soupirer quand un Hutu passait devant la maison : « *Ils nous tueront, ils vous mangeront. Et quand le moment sera venu, ne comptez ni sur Dieu, ni sur l'ONU* ». Et pourtant, elle priait tout le temps et je doute qu'elle n'a jamais su que le siège de l'ONU était à New York. Ils l'ont brûlée avant que j'ai eu le temps de lui parler avec elle de ses contradictions. Elle ne les appelait pas des Hutu d'ailleurs, elle les appelait « *Aba Pare* », un sobriquet qu'elle avait inventé pour désigner les membres du parti PARMEHUTU.

Aux premières années de l'école, j'ai vu des instituteurs se faire arrêter, être détenus pour une durée que je ne peux déterminer, puis revenir amaigris, vieilliss par les privations, la torture et l'humiliation...

Pendant ce temps, mes camarades parlaient ouvertement des *Inyenzi* en nous regardant. J'ai appris à reconnaître qui, dans la classe, était tutsi : la peur, l'angoisse, le regard fuyant, le manque d'intérêt et d'engagement en classe, l'absence d'entrain dans la cour de récréation. C'étaient des fantômes, qui passaient leurs journées à chercher d'autres fantômes au milieu d'adolescents ayant, eux, passé des nuits paisibles. Je me souviens avoir changé d'école après la troisième année de primaire. Autour du fantôme que j'étais, il n'y avait que des vivants – et ils ne se privaient pas de me le rappeler.

Durant cette période de ma vie, je craignais pour mes parents. Je ne pensais pas être concerné. C'est au secondaire que je me suis senti pour la première fois en danger. Nos camarades s'étaient préparés à nous tuer le samedi 24 février 1973. Parce que ma mère n'avait pas voulu que j'aille au collège du Christ-Roi, j'étais au séminaire à Nyundo. Elle pensait me mettre à l'abri. Elle n'a pas commis la même erreur en 1994. Elle est allée carrément à la commune. Elle n'a pas eu pour autant la vie sauve.

Revenons à Nyundo. En 1973, la République du PARMEHUTU relança la persécution des Tutsi. Ce furent des étudiants de l'Université nationale du Rwanda qui lancèrent un mouvement qui, en quelques semaines, s'étendit à toutes les écoles secondaires. Le samedi 24 février, nos camarades sont venus nous attaquer avec l'intention de nous tuer, utilisant les coupe-coupe, les râtaux et les pelles normalement destinés à désherber et entretenir les abords de l'établissement. La nouvelle parvint au recteur. Appelé au secours, le préfet de Gisenyi répondit qu'il n'avait pas de gendarmes à déployer dans les écoles et recommanda de renvoyer les élèves chez eux.

Dans la soirée, l'évêque Aloys Bigirumwami vint, nous rassembla dans la chapelle et nous entretint pendant des heures de ce qui se passait dans les écoles du Rwanda. Il était près de minuit lorsqu'il nous demanda d'aller dormir, après nous avoir donné sa bénédiction. Rien ne se passa cette nuit-là.

Ils nous haïssaient mais ils avaient peur de nous. Ils savaient qu'il y avait parmi les plus grands d'entre nous des jeunes capables de rendre coup sur coup. Aussi avaient-ils fait appel aux élèves de l'école d'art voisine, et même, semble-t-il, au camp des paracommando de Bigogwe. Les renforts sont venus. Ils ont attendu pour entrer un signal qui n'est pas venu. Ceux qui devaient les accueillir et les guider étaient retenus à la conférence.

Après des heures à attendre et à roder, ils sont repartis chez eux. Nos camarades n'ont pas osé prendre d'initiative. Eux comme nous, personne n'a dormi.

Le jour suivant, l'atmosphère était celle des jours de grands orages, lourde de menaces. Ils ont multiplié les provocations mais sans jamais aller à l'affrontement. Nous étions préoccupés de savoir comment sortir de l'établissement sans risque. En une journée, les plus grands ont réussi à nous identifier et à s'assurer que tout le monde avait l'information. Ils ont décidé qu'une sortie discrète se ferait à 18h30, après le temps d'adoration. Au lieu de nous diriger à la salle d'étude, chacun devait pouvoir trouver le moyen de sortir du séminaire à la faveur de l'obscurité qui commence à tomber à cette heure. Beaucoup ont escaladé les murs.

En quelques minutes, nous nous sommes retrouvés à l'extérieur. Nous avons pris le chemin vers la cathédrale où nous avons passé la nuit. Nos camarades n'ont pas tardé à se rendre compte de notre absence. Ce fut la panique. A leur tour, ils sont sortis et se sont rassemblés sur le terrain de football adjacent à la salle d'étude. Ils ont cru que nous étions sortis pour nous préparer à les attaquer. Ils ont passé la nuit sur ce terrain, lançant des appels aux Bagoyi pour qu'ils viennent à leur secours.

Le lendemain, les élèves de l'école d'art les rejoignirent. Ayant appris par indiscrétion que nous nous trouvions à la cathédrale, ils décidèrent de nous attaquer dans l'après-midi. L'économiste général – celui-là même qui devait succéder à l'évêque Bigirumwami – en fut informé. Il dépêcha des camions avec leurs chauffeurs pour nous évacuer et nous ramener chacun chez nous. Sur le pont de la rivière Sebeya, des paysans bagoyi tentèrent d'arrêter les véhicules. Un des chauffeurs fonça sur eux, les contraignant à se disperser sous la menace du camion. Nous étions sauvés.

La nuit commençait à tomber lorsque je suis arrivé à la maison. Mes parents étaient soulagés. Selon la propagande du Président Kayibanda, les élèves tutsi étaient à l'origine de la violence dans les écoles. Ils nous accusaient d'avoir abandonné l'école pour répandre la violence dans les campagnes. Chassés de l'école, nous étions indésirables chez nous. Dès le lendemain de mon retour, les jets de pierre sur la maison ont commencé. L'incendie des écoles a mis le feu aux campagnes et dans le monde du travail. L'hostilité anti-tutsi s'est généralisée. Les Tutsi étaient chassés de leur emploi. Sur les collines, leurs biens étaient pillés et leurs maisons incendiées. Pendant quelques jours, nous avons vécu cachés. J'étais particulièrement recherché.

Un jour, j'ai été attrapé par des jeunes qui se sont mis à me frapper. On était en fin d'après-midi. Je me souviens du premier coup. Après j'ai vu une machette levée, puis le reflet du soleil dans la lame qui m'a fait mal aux yeux. Puis rien. Je me suis réveillé à l'endroit où ils m'avaient débusqué.

Aujourd'hui encore, je pense que je suis mort ce jour-là.

La peur m'a quitté. J'étais nu, comme un verre de terre. J'avais soif. La nuit commençait à tomber. J'ai repéré une habitation. J'y suis allé. Ils me connaissaient. Ils m'ont donné de l'eau et de quoi m'habiller. Pendant la nuit, j'ai marché jusque chez-moi. C'était un tas de ruine. Ma famille était là, convaincue que j'avais été tué. Je me souviens de ce qu'a dit ma mère : « *Tu dois partir. Je ne veux pas qu'on te tue sous mes yeux* ». J'ai essayé de protester. Je ne voyais pas l'intérêt. Je n'en sentais pas le besoin. C'est moins par peur des Hutu que sur la pression de la famille que j'ai accepté de partir. J'avais peur de leur attirer les malheurs. Je suis parti sans savoir où aller. J'ai atterri après deux mois à Bujumbura. J'étais plein de haine pour mon pays.

Pendant un mois, j'ai habité dans une sorte de camp de réfugiés en plein centre de la capitale du Burundi. Un complexe en trois ailes où logeaient les jeunes dans la première, les familles dans la deuxième et les adultes célibataires dans la troisième. De ce camp, je me souviens de trois choses : j'étais content de ne pas y voir ma famille, la nourriture faite de riz et de haricots était servie sur des plats collectifs. A tour de rôle, chacun y mettait la main. Je passais souvent mon tour pour ne pas me brûler. Enfin je me souviens que les rations étaient fournies par l'association Caritas Burundi, qu'elles se terminaient le jeudi, qu'elle se renouvelait le vendredi mais que le bois de chauffe était livré le lundi. Entretemps, on n'avait rien à manger. En mai j'ai eu une place au petit séminaire de Bujumbura.

La vie pouvait reprendre son cours. Dès le mois de septembre j'étais au petit séminaire de Burasira. Sous la férule des Pères blancs, ce petit séminaire faisait partie des meilleures écoles du Burundi à cette époque. J'aurais pu m'y plaire, tout se passait bien sur le plan scolaire. Mais l'absence de mes parents me rendait malade. Après deux ans, j'ai essayé de rentrer au Rwanda pour passer mes vacances auprès d'eux. Menacé d'arrestation et d'emprisonnement, j'ai quitté ma famille après une semaine. Je ne voulais pas prendre le risque d'interrompre mes études. Papa a payé 2 000 francs d'amende.

Trois ans plus tard, je fis une nouvelle tentative. Je l'ai payée d'une semaine au cachot communal. Il n'y avait rien en termes de literie. Je n'étais pas seul, nous dormions à même le sol. J'ai été relâché contre le paiement d'une amende de 5 000 francs. Ma sécurité, ma liberté à l'époque, puis ma survie ont coûté cher. Ma dette est grande. Mes parents ont beaucoup dépensé pour sauver ma vie. Mais je n'ai rien fait pour les empêcher de mourir. Ma mère, mes trois frères, mes deux sœurs et leurs enfants, ont été assassinés. Mon père a succombé aux brutalités de 1992.

Seul le cadet de la famille a survécu. Celui que je ne connaissais que trop peu ou trop mal. Après le génocide, lorsque je l'ai retrouvé dans un camp militaire du côté de Gisenyi, les présentations entre lui et moi ont été faites par des jeunes soldats de son camp qui ne me connaissaient pas, mais pensaient que je le connaissais. Ils m'ont amené à l'endroit où il lavait ses habits et l'ont interpellé en disant : « *Pierre, je t'emmène ton frère, tu me donnes quoi ?* ». Il n'y avait plus de doute.

Il faut rappeler cela. Ceux qui n'étaient pas encore nés et qui ont survécu au génocide savent que celui-ci n'a pas été un coup de foudre dans un ciel serein. Mais ils ont peut-être besoin d'y mettre un contenu. Mon histoire n'a rien d'exemplaire. C'est un cas parmi d'autres. Juste pour dire, à travers une expérience vécue, « *Voilà ce qui se passait* ».

La mémoire n'est pas un simple souvenir. C'est un exercice conscient dont la finalité est de replacer dans l'histoire ceux qu'on a voulu effacer, de repositionner dans l'humanité ceux qu'on a appelé des cafards, de redonner un visage à ceux qu'on a défigurés, de redonner la dignité à ceux qu'on a enseveli comme des déchets dans la fosse commune, de dire à ceux qui se sont rendus coupables de ces actes qu'ils ont péché contre leur propre humanité.

On ne peut les remettre dans l'histoire que lorsqu'on la connaît. C'est aussi grâce à la connaissance que l'on peut lire les temps présents. On sait désormais que ceux qui constituaient l'ossature de la rébellion n'étaient pas des étrangers mais bien des Rwandais forcés de vivre en exil. On sait aussi qu'ils n'ont pas seulement neutralisé les tueurs, les empêchant de finir le travail. Ils ont aussi mis un terme au processus de dissolution de la nation qui durait depuis un siècle et qui, au nom d'une idéologie des races, faisait des Tutsi une minorité venue d'ailleurs. Ils ont mis fin à une logique qui, depuis une trentaine d'années, justifiait la violence et les meurtres et imposait le silence et l'oubli.

Enfin, grâce aux lumières que donne cette histoire, on peut mieux discerner les menaces du moment : le déni participe de la volonté de restaurer le temps où le silence, l'impunité et la promotion étaient des primes aux meurtriers. Les bruits que nous entendons actuellement de l'autre côté de la frontière de l'Ouest du Rwanda doivent être dénoncés comme des appels publics au génocide.

IBUKA [Souviens-toi]

TWIBUKE [Souvenons-nous]

TWIYUBAKE [Reconstruisons-nous]

Je vous remercie.